



Paris, le 4 juin 2026

Toutes et tous à Paris le 18 juin pour défendre les métiers de l'information, piliers de la démocratie

Le jeudi 18 juin, les syndicats SNJ, SNJ-CGT, Cfdt-Journalistes, le SGJ-FO, la Filpac-CGT, le SNPEP-FO, Info'Com-CGT appellent l'ensemble des salariés des médias à rejoindre ce cortège et à se mobiliser collectivement pour combattre les dangers qui menacent l'information, pour refuser les plans sociaux et défendre une information de qualité.

Depuis le début de l'année, les tempêtes se succèdent dans le monde des médias : des suppressions de postes par centaines, une précarisation croissante des métiers de l'information, des salarié·es remplacé·es par l'intelligence artificielle, des émissions arrêtées en raison des restrictions budgétaires, des pressions de toutes parts mettant en cause l'indépendance des rédactions, notamment de la part d'éditeurs milliardaires, d'extrême-droite entre autres...

Ces difficultés doivent inquiéter l'ensemble des citoyens. Car elles mettent gravement en danger l'information de qualité que tout citoyen et citoyenne est en droit d'attendre dans une démocratie.

Lecteur et lectrice, internaute, auditeur et auditrice, téléspectateur et téléspectatrice, vous ne trouvez plus votre village dans les pages de votre quotidien régional, vous constatez que votre magazine est moins épais et avec des articles tous écrits de la même façon, que les flashes infos moins nombreux, les reportages vidéo moins développés par manque de temps... Ce n'est pas qu'une impression : les conditions de travail se sont fortement dégradées. Elles mettent désormais en péril la qualité de l'information.

Ces plans menacent désormais les emplois de journalistes, infographistes, documentalistes, correcteurs, monteurs vidéo, caméramans, rotativistes, techniciens ou personnels administratifs...

À travers les dangers qui menacent l'information, c'est une question de vie ou de mort pour la démocratie en France.

Le 18 juin, mobilisons-nous pour revendiquer :

- L'arrêt des plans de suppressions d'emplois, des effectifs nécessaires pour un journalisme de qualité, la titularisation des précaires ;
- Que l'intelligence artificielle ne serve pas de prétexte à la suppression de métiers et d'emplois ;
- Un encadrement de l'utilisation de l'intelligence artificielle pour préserver l'emploi et la qualité de l'information ;
- Des rémunérations à la hauteur de nos qualifications, l'arrêt de la baisse continue des budgets piges et le respect strict de la loi Cressard ;
- Le respect de notre statut professionnel permettant de résister aux pressions d'où qu'elles viennent, ce qui suppose de refuser que les médias d'information se transforment en officines de propagande ou de désinformation ;
- Des moyens nécessaires pour que l'audiovisuel public puisse mener sa mission correctement ;
- Une véritable bataille menée contre les géants du numérique qui pillent nos informations et conservent les retombées financières ;
- Un renforcement des moyens de régulation du monde des médias : limiter la concentration des médias, inclure les organisations syndicales dans la CPPAP ;
- Un maintien des imprimeries ;
- Un véritable plan national pour lutter contre les déserts informationnels ;
- Un réel renforcement et une plus grande collecte des droits voisins, et l'extension de leur répartition ;
- Un droit à l'information libre et indépendante, socialement garanti
- Une révision en profondeur de la loi contre les concentrations de 1986 et une mise à niveau avec le droit européen, sur la protection des sources, l'indépendance de l'audiovisuel public, etc.

Les employeurs des médias et le ministère de la Culture, chargé de l'information, doivent nous répondre.

Un appel à la grève sera déposé par les syndicats SNJ, SNJ-CGT, SGJ-FO et le SNPEP-FO. Les sections d'entreprises sont libres de définir les modalités de leur mouvement de grève.

Le jeudi 18 juin, rendez-vous à 11 heures à Paris

(lieu à définir) pour défiler jusqu'au ministère de la Culture.

**À partir de 14 heures : tables rondes revendicatives
à la Bourse du travail, rue du Château d'eau.**

Organisée par : le Syndicat national des journalistes (SNJ), le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes, le SGJ-FO, la Filpac-CGT, le SNPEP-FO, et Info'Com-CGT.

Premiers soutiens : Union des clubs de la presse de France et francophones (UCP2F), Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI), Association des journalistes du tourisme (AJT), Prenons la Une, Club de la presse Occitanie, Profession:Pigiste, FEC-FO.

Vous souhaitez venir, organiser un déplacement à plusieurs, donner un coup de main, vous souhaitez soutenir cet appel en tant qu'organisation (club de la presse, SDJ, association, collectif, ONG...) ? : orga18juin@gmail.com